NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

La Turquie d'Ataturk manifeste contre la justice d' Erdogan

Des centaines de Turcs ont manifesté sur la place Taksim au centre d'Istanbul, contre les réquisitoires au procès Ergenekon



du nom du groupe militaro-mafieux . Les procureurs réclament en effet la réclusion à perpétuité contre 60 ex-responsables politiques et militaires soupçonnés d'avoir préparé un coup d'Etat . Le général Ilker Basbug, ex-chef d'état-major de l'armée turque, et deux ex-députés de l''opposition, Mustafa Balbay et Mehmet Haberal, sont parmi les prévenus . Des peines jusqu'à quinze ans de prison sont aussi demandées contre 96 autres, accusés d'appartenir à l'"organisation terroriste Ergenekon".

"Nous jurons que la prison Silivri sera détruite",ont crié les manifestants, designant ainsi l'endroit où sont détenus les accusés. Ergenekon serait responsable d'exécutions , d'attentats à la bombe etc...

Les manifestants voient dans ces procès, une manoeuvre du gouvernement pour réduire au silence les défenseurs de la laïcité & surtout l'armée.

Les plaidoiries de la défense, vont durer plusieurs mois.

L'Histoire :

Ergenekon est le nom d'un présumé réseau criminel turc qui serait composé de militants de l'extrême-droite ainsi que de la gauche républicaine, d'officiers de l'armée et de la gendarmerie, de magistrats, de mafieux, d'universitaires et de journalistes. L'affaire, extrêmement complexe et controversée, a vu une partie des politiques turcs, en particulier du Parti républicain du peuple (CHP), accuser l'AKP, le parti islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002, de vouloir discréditer ses adversaires, tandis qu'au contraire de nombreuses personnes ont été inculpés pour « conspiration contre l'État » et l'AKP.

En tout, 300 personnes ont été arrêtées de juin 2007 à novembre 2009, et 194 inculpées dans le procès Ergenekon, à des titres divers (conspirations, tentatives d'assassinat contre le Prix Nobel Orhan Pamuk ou le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan lui-même, ou assassinats des journalistes Hrant Dink et Ugur Mumcu). Les enquêtes auraient montré qu'Ergenekon dirigeait des escadrons de la mort visant tout sympathisant, de près ou de loin, du PKK kurde. Ergenekon a aussi été inculpé, lors du deuxième procès Ergenekon, pour le massacre de Sivas contre la minorité alévie.

De nombreuses caches d'armes ont été découvertes, ainsi que des plans d'attentats false flags, ce qui a amené les commentateurs, avec les nombreuses détentions de militaires ou de néofascistes, à considérer Ergenekon comme le fruit d'une mutation de Contre-guérilla, le Gladio turc (réseau anticommuniste de l'OTAN) et de l'« État profond » (*deep state* ou « État dans l'État »), après la guerre froide, vers une orientation anti-occidentale et anti-européenne (ce qui n'arrangerait pas les relations avec l'AKP qui poursuit les négociations entre la Turquie et l'UE).

Origine du nom :

Ergenekon est à l'origine le nom d'une vallée mythique des montagnes de l'Altaï, au fin fond de l'Asie centrale, d'où seraient originaires les tribus turques « originelles ». Selon la légende, une louve au pelage gris-bleu aurait incité ces féroces guerriers à quitter leurs montagnes pour se lancer à la conquête du vaste monde. Et c'est ainsi que, conduits par le canidé, les Turcs auraient commencé d'Asie centrale et avancé vers la Méditerranée et se rendre d'abord maîtres de l'Anatolie avant de conquérir une grande partie du bassin méditerranéen et des

Balkans. Sur les très fortes connotations politiques du mot "Ergenekon", lire Etienne Copeaux, Espaces et temps de la nation turque, CNRS Editions, 1997.

HRANT DINK : Biographie

Hrant Dink a été le fondateur, le directeur de publication et le chroniqueur en chef de l'hebdomadaire *Agos*, un journal édité à Istanbul en arménien et en turc. Il a également écrit pour les journaux nationaux *Zaman* et *Birgün*.

Né à Malatya le 15 septembre 1954 d'une famille modeste, Dink est arrivé à Istanbul à l'âge de 7 ans où il a passé son enfance dans des orphelinats. Toute sa scolarité a eu lieu dans les écoles arméniennes et il a été diplômé du lycée Surp Haç à Üsküdar. Il est diplômé en zoologie de l'université d'Istanbul et il a continué à étudier dans la même université la philosophie. Il a épousé Rakel Dink en 1977, qui a grandi également en orphelinat, avec laquelle il a eu deux filles (Delal et Séra) et un fils (Arat).

Il fonda *Agos* en 1996, et devint peu à peu le leader d'opinion de la communauté arménienne de Turquie.

En octobre 2005, Dink, défendu par l'avocate et écrivaine Fethiye Çetin, a été condamné à six mois de prison avec sursis pour un article affirmant que les Arméniens devaient se libérer de l'« obsession turque » par une périphrase évoquant « le sang s'écoulant de la noble veine reliant les Arméniens à l'Arménie se substituera à celui empoisonné par l'"élément turc" ». Il défendait, dans une série de huit articles publiés dans *Agos*, la thèse que l'identité arménienne devait se reconstruire autour de la question de survie du jeune État arménien et non uniquement sur l'exigence de la reconnaissance du génocide par la Turquie. Une partie de la presse avait alors interprété cette phrase sortie de son contexte comme une déclaration raciste ce qui l'avait profondément choqué, lui qui défendait avec acharnement le « vivre ensemble ».

Le tribunal, contre l'avis d'une commission d'experts, avait estimé que ces propos allaient à l'encontre de l'article 301 du *code pénal turc* révisé qui sanctionne le « dénigrement de l'identité nationale turque » et rend ainsi possibles les poursuites d'auteurs ou d'universitaires pour insulte à l'identité turque. Dink avait alors dit à l'agence Reuters : « Il se peut que j'en paie le prix mais la démocratie turque y gagnera, je l'espère. »Ce verdict a été vivement critiqué par l'Union européenne, à laquelle la Turquie aspire à adhérer.

Ses propos concernant le génocide arménien commis sous l'Empire ottoman lui valurent l'hostilité du gouvernement turc, mais également et surtout des menaces de mort de la part des milieux nationalistes, dont son assassin Ogün Samast serait issu. Les autorités turques refusent de reconnaître le caractère génocidaire des massacres d'Arméniens commis en 1915-1917 et pratiquent une politique de négation du génocide arménien. Mais le coup d'envoi des attaques contre lui fut donné suite à la publication dans *Agos* d'un reportage démontrant que Sabiha Gökçen, fille adoptive d'Atatürk et héroïne républicaine, était d'origine arménienne.

Hrant Dink a toujours souligné sa citoyenneté turque et sa « chance » de vivre en Turquie qui lui donnait la possibilité de comprendre à la fois les sensibilités des Turcs et des Arméniens, une compréhension nécessaire pour la réconciliation de ces deux peuples qui ont partagé mille ans d'histoire commune. Il a affirmé le besoin de démocratisation de la Turquie, soulignant que le règlement du problème arménien n'est qu'un volet de la démocratisation générale du pays. Dans la même perspective, il défendait fermement l'adhésion de la Turquie au sein de l'Union européenne, comme une garantie de la démocratisation. Tout au long de sa vie, il s'est focalisé sur les questions des droits des minorités, des droits civiques et des problèmes concernant la communauté arménienne de Turquie. Il était un activiste des mouvements de gauche et pacifistes.

Le 11 octobre 2007, son fils, Arat Dink, et Serkis Seropyan, respectivement directeur de la rédaction et responsable de l'hebdomadaire *Agos*, sont reconnus coupables d'avoir « insulté l'identité turque » et, à ce titre, condamnés à un an de prison avec sursis par un tribunal turc, en vertu de l'article 301 du *code pénal* turc, pour avoir reproduit, au cours de l'été 2007, dans les colonnes d'*Agos*, une partie des propos de Hrant Dink qui avaient valu à celui-ci les poursuites judiciaires qui ne s'étaient interrompues qu'avec son assassinat

Le 14 septembre 2010, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la Turquie dans l'affaire de l'assassinat de Hrant Dink. La Cour a jugé que l'absence de protection du journaliste face aux menaces pesant sur lui ainsi que les poursuites pénales pour « dénigrement de la turcité » constituaient une violation du droit à la vie et du droit à la liberté d'expression imputables aux autorités turques.

Le 25 juillet 2011, Ogün Samast a été condamné à 22 ans et 10 mois

d'emprisonnement pour meurtre avec préméditation et possession illégale d'une arme à feu par la cour criminelle pour enfants d'Istanbul. Il pourra être libéré sur parole en 2021, après avoir purgé une peine correspondant à 2/3 de la condamnation.

La justice turque poursuit l'enquête sur les commanditaires de l'assassinat de Hrant Dink. Sont en particulier soupçonnés Erhan Tuncel (un ancien informateur de la police) et Yasin Haya

Hommages à Hrant Dink

- Le 10 décembre 2007, l'Institut international de la Presse (IPI), principale organisation de défense de la liberté de la presse selon l'UNESCO a déclaré Hrant Dink 52e « héros de la liberté de la presse dans le monde ».
- Le 19 janvier 2008, au premier anniversaire de son assassinat, 10 000 personnes (8 000 selon la police) ont défilé dans les rues d'Istanbul pour lui rendre hommage. Des rassemblements en l'honneur de Hrant Dink ont également eu lieu dans d'autres grandes villes de Turquie. A Istanbul, sa veuve Rakel a lu un discours, appelant la justice à terminer son travail après l'arrestation de 19 personnes en lien avec la mort de son mari. Le quotidien turc Milliyet note en effet dans son édition du jour que « la justice n'a pas avancé d'un pouce » et que les questions sans réponses restent trop nombreuses. Une appréciation reprise par la presse nationale turque en général.
- En France, une « rue Hrant-Dink » est inaugurée le 19 janvier 2008 à Lyon. Le journaliste avait déjà une école qui porte son nom à Arnouville-lès-Gonesse.
- À Bouc-Bel-Air (13320), un rond-point « Hrant-Dink » a été inauguré le 25 juin 2010, en présence de Rakel Dink, de la Ministre arménienne de la diaspora, Hranouche Hakopian, et de Monseigneur Norvan Zakarian, représentant l'Église arménienne de France.
- Son nom a été donné à un jardin public sur l'île de Kinaliada, dans les îles de prince à Istanbul le 15 septembre 2010. Il s'agit de la première fois qu'un espace public porte son nom en Turquie.

Sources :



WIKIPÉDIA
L'encyclopédie libre